

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°14-DRCTAJ/1-60

mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS pour les installations de collecte de déchets verts et gravats exploitées à *La pointe des corbeaux* à L'ILE D'YEU

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2011 imposant des mesures de remise en état dans le cadre du suivi en post-exploitation de l'ancien centre de stockage de déchets de « La Pointe des Corbeaux » à l'Ile d'Yeu ;

Vu l'activité de déchetterie et de traitement de déchets verts et gravats mis en place sur le site de la Pointe des Corbeaux sur le territoire de l'Ile d'Yeu ;

Vu la position de ce centre de traitement de déchets à l'intérieur du classement n°FR5202013 PLATEAU ROCHEUX DE L'ILE D'YEU en site d'intérêt communautaire au titre de la directive européenne « Habitats » ;

Vu que le terrain d'emprise de la déchetterie est aussi concerné par le site classé de la côte sauvage de l'Ile d'Yeu, site classé par décret en conseil d'État du 3 mai 1995 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 janvier 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier en date du 29 janvier 2014, reçu le 5 février 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 novembre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la mairie a mis en place des équipements, panneaux, aires de réception pour la collecte de déchets verts et de déchets inertes ;
- les volumes de déchets verts et de déchets inertes dans la zone de collecte peuvent atteindre plus de 600 m³ et ces déchets sont ensuite entreposés sur l'ancien centre de stockage avec des volumes pouvant atteindre près de 5 000 m³ ;
- un broyeur effectue une campagne périodique de traitement des ces déchets ; les gravats peuvent être valorisés ;
- ces équipements se situent à l'entrée de l'ancien centre de stockage de déchets non dangereux aujourd'hui fermé ;
- les zones techniques de l'ancien centre de stockage ne sont pas réhabilitées ;
- ces apports de déchets engendrent des trafics routiers non négligeables ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2710 : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, d'un volume supérieur à 600 m³ ;
- 2515 : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- 2716 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, d'un volume supérieur à 1 000 m³ ;
- 2515 : Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes ;
- 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux ;

Considérant que la réhabilitation des zones techniques de l'ancien centre de stockage de déchets n'a pas été effectuée conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011 ;

Considérant que l'installation de collecte et de transit de déchets verts et déchets inertes - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 15 novembre 2013 - relève du régime de l'autorisation ;

Considérant que cette installation est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces activités se situent dans une zone d'intérêt communautaire remarquable, et que la poursuite de leur exploitation ne semble pas compatible avec la protection de cette zone ;

Considérant que la contrainte du site classé impose l'arrêt de ces activités à La Pointe des Corbeaux et que la mairie et TRIVALIS doivent disposer d'un délai suffisant pour déplacer cette collecte nécessaire vers un autre emplacement sur l'île d'Yeu régulièrement autorisé au titre de la législation sur les installations classées ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure monsieur le président de TRIVALIS de régulariser sa situation administrative en cessant son activité sur le terrain actuel ;

ARRETE

Article 1 – Monsieur le président de TRIVALIS, dont le siège social est situé au rond point de l'Atlantique à La Roche sur Yon, est mis en demeure :

- de respecter **avant le 31 décembre 2015** les dispositions de l'article 2 de son arrêté préfectoral du 17 mai 2011 en achevant les travaux de réhabilitation des anciennes zones techniques du centre de stockage de déchets de La Pointe des Corbeaux sur l'île d'Yeu ;
- de cesser toutes activités de prise en charge ou de traitements de déchets verts ou de déchets inertes **avant le 31 décembre 2015** sur ce site.

Article 2 – L'exploitant transmet au préfet, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, un échéancier de travaux et d'actions permettant de justifier du respect de l'échéance imposée à l'article précédent.

Tous les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet un état d'avancement de ces dispositions (statut administratif de la future installation, prise en compte des délais d'instruction en fonction du régime administratif de l'installation projetée, et prise en compte de la durée de construction de la future installation).

Article 3 - A titre de mesures conservatoires, dans l'attente de l'arrêt d'activités sur le site, les dispositions suivantes sont imposées :

- les seuls déchets inertes (selon la définition de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010) et les déchets verts sont admis, la capacité maximale annuelle de stockage sera de 3000 m³ pour chacun de ces déchets ; les déchets verts seront réceptionnés sur une aire bétonnée ;
- interdiction stricte de prendre en charge sur le site d'autres types de déchets (ordures ménagères, plâtre, déchets dangereux, amiante...).

Ces mesures conservatoires ne préjugent pas de la décision qui interviendra pour le nouveau site. Ces mesures sont susceptibles de faire l'objet des mesures de polices administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement et ne préjugent pas d'une éventuelle suspension prononcée en application de l'article L.171-7 du même code durant ou à l'échéance de la mise en demeure.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 6 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'ILE-D'YEU et pourra y être consultée.

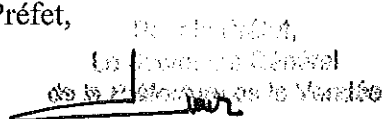
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de L'Ile d'Yeu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet des Sables d'Olonne.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 24 FEV. 2014

Le Préfet,


Le Secrétaire Général
des Sables d'Olonne et de la Vendée

Jean-Michel JUMEZ

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 60

mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS pour les installations de collecte de déchets verts et gravats exploitées à La pointe des corbeaux à L'ILE D'YEU